



# Le Saint-Siège

---

**DISCOURS DU SAINT-PÈRE JEAN-PAUL II  
AUX MEMBRES DU CORPS DIPLOMATIQUE ACCREDITÉ  
PRÈS LE SAINT-SIÈGE POUR LA PRÉSENTATION  
DES VŒUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE\***

*Samedi 15 janvier 1994*

*Excellences,  
Mesdames, Messieurs,*

1. «Les desseins que je forme pour vous sont des desseins de paix et non de malheur, pour vous donner un avenir et une espérance». Ainsi le prophète Jérémie rapporte-t-il des paroles reçues de Dieu même.

*Avenir et espérance.* Tels sont mes vœux pour vous, Excellences, Mesdames, Messieurs, pour vos familles et vos patries. Vous représentez la majeure partie des peuples de la terre. Aussi, à travers vos personnes, ce sont tous vos compatriotes que je salue et auxquels j'offre mes vœux priants pour que soient donnés à chacun bonheur et prospérité, dans la liberté et la justice. Ces souhaits, je les adresse également, avec la même sympathie, à toutes les nations qui ne sont pas encore représentées auprès du Saint-Siège, mais qui ont certes leur place dans le cœur et dans la prière du Pape.

Votre Doyen, le cher Monsieur Joseph Amichia, a bien voulu évoquer, avec sa délicatesse coutumière, mes diverses activités au cours de l'année qui vient de s'achever. Je le remercie vivement de ses paroles d'estime et des vœux si cordiaux qu'il m'a exprimés en votre nom. J'y vois un encouragement pour toute l'Eglise catholique à poursuivre sa tâche de témoin de la foi en la « bonté de Dieu », celle que la fête de Noël vient de nous manifester, une fois encore, dans son étonnante fraîcheur.

2. Car Noël n'est autre que la révélation de l'amour divin, offert à tout homme. C'est la lumière qui

a éclairé la nuit de Bethléem; c'est la Bonne Nouvelle annoncée à tous les peuples, le jour de l'Épiphanie. Ces récentes célébrations ont naturellement orienté nos pensées vers la Terre Sainte où Jésus est né et où nous nous sommes rendus spirituellement en pèlerinage.

Pour la première fois depuis bien longtemps, la paix y semble possible, grâce à la bonne volonté des peuples qui l'habitent aujourd'hui. Les ennemis d'hier se parlent et parlent ensemble de l'avenir. La dynamique de la Conférence de Madrid, inaugurée en 1991, continue d'inspirer tous ceux qui s'emploient courageusement à faire en sorte que triomphent le dialogue et la négociation sur les extrémismes et les égoïsmes de toute sorte. Israéliens et Palestiniens, fils d'Isaac et d'Ismaël, ont ouvert une voie: tous leurs amis ont le devoir de les aider à la parcourir jusqu'au bout. Il s'agit d'un impérieux devoir, car perpétuer une situation d'incertitude et surtout de lourdes souffrances pour les populations palestiniennes - épreuves qui nous sont bien connues - rend plus graves les difficultés présentes et risque d'éloigner encore les fruits concrets tant attendus du dialogue amorcé.

C'est dans ce contexte d'espoir et de fragilité que se situent les conversations qui ont permis à *l'Etat d'Israël et au Saint-Siège de signer un accord sur quelques principes fondamentaux propres à régir leurs relations mutuelles et à garantir des conditions d'existence normales à l'Eglise catholique qui se trouve dans ce pays*. Nul doute que tous les croyants en tireront également des bienfaits. En outre, le Saint-Siège est convaincu que cette nouvelle forme de relation avec l'Etat d'Israël lui permettra, tout en sauvegardant sa spécificité spirituelle et morale, d'aider à consolider le désir de justice et de paix de tous ceux qui sont engagés dans le processus de paix. Ne renonçant à aucun des principes qui ont inspiré son action dans le passé, il continuera donc à œuvrer pour que, dans le respect du droit et des aspirations légitimes des personnes et des peuples, on parvienne à trouver sans tarder des solutions à d'autres questions qui n'ont encore reçu que des réponses partielles. Il est inutile de souligner outre mesure que parmi ces questions figure le statut de la Ville Sainte de Jérusalem, à laquelle les croyants des trois religions monothéistes sont intéressés au premier chef.

En réalité, c'est toute la région qui devrait bénéficier de cette heureuse évolution. Je pense, en particulier au Liban, dont la souveraineté et l'unité ne sont pas encore adéquatement assurées. Et je n'oublie pas, non loin de là, l'Irak dont les habitants continuent de payer très cher le prix de la guerre.

3. En regardant plus à l'Orient, je voudrais rappeler à votre attention l'Afghanistan. On a peut-être oublié les souffrances de ses populations, otages de divisions et de violences qui ne connaissent pas de trêve. Je saisis l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour inviter la Communauté internationale à ne pas se désintéresser de ce pays et à favoriser une solution régionale qui pourrait lui donner quelques garanties pour le futur.

Dans le continent asiatique vivent des peuples laborieux qui s'efforcent de développer leur

économie, au prix de grands sacrifices sur le plan matériel et humain. Je pense au grand peuple de *Chine*, bien sûr, mais aussi à la nation vietnamienne, dont on doit accueillir les efforts d'ouverture et de réinsertion internationales.

Je salue les progrès pacifiquement réalisés par le Cambodge, avec le soutien des Nations Unies, et qui permettent de regarder l'avenir de manière plus sereine.

Hélas, des zones d'ombre persistent encore dans cette partie du monde. Les ethnies du *Sri Lanka* s'affrontent sans pitié. La population du *Timor Oriental* aspire à voir davantage sauvegardée son identité culturelle et religieuse. Les habitants de l'*Ile de Bougainville*, dramatiquement isolés du reste du monde, sont victimes de rivalités sanglantes. Nous ne saurions oublier leurs épreuves.

Dans ce vaste espace de l'Extrême-Orient, vivent des *communautés catholiques ferventes*, d'une étonnante vigueur apostolique. Plusieurs d'entre elles, je le dis avec une peine profonde, sont aujourd'hui encore entravées dans leurs libertés les plus fondamentales, victimes de discriminations inacceptables. Certaines en sont réduites à survivre difficilement, ne pouvant, par exemple, recourir à l'aide de missionnaires dont l'entrée est rendue quasi impossible à cause de mesures administratives. D'autres communautés sont empêchées de se réunir pour le culte ou de diffuser librement les écrits religieux. A d'autres encore est dénié le droit de s'organiser conformément au droit de l'Eglise ou d'entretenir des contacts normaux avec le Siège Apostolique. Il en est même qui connaissent la dure condition de la clandestinité. En attirant votre attention sur ces douloureuses situations, je souhaiterais que les responsables des nations collaborent généreusement aux solutions qui s'imposent, car il s'agit aussi d'un problème de justice.

4. L'an passé, l'*Amérique Latine* est encore demeurée une région contrastée. Certes, à quelques exceptions près, les gouvernements en place sont issus d'élections démocratiques. L'inflation et le poids de la dette ont légèrement diminué, même si les coûts sociaux ont été élevés et si l'indice de pauvreté absolue s'est accru.

Ce début d'année est malheureusement marqué par les graves tensions et la violence qui se sont répandues dans certaines régions du Mexique. Souhaitons que, là aussi, le dialogue prévale, afin que la concertation permette de mieux déceler les causes de ces douloureux événements et que l'on puisse répondre dans le respect mutuel aux légitimes aspirations des populations concernées.

Il ne fait pas de doute que les pays américains de l'hémisphère sud ont des possibilités humaines et matérielles encore insuffisamment exploitées. Des structures de concertation sont à encourager, comme celles qui existent déjà (je pense par exemple au Groupe de Contadora ou au Marché commun du Cône Sud). Les sommets réguliers entre chefs d'Etat et la signature récente de l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada sont venus s'ajouter à ces instances traditionnelles. Souhaitons qu'en découlent de réels bienfaits pour toutes ces

populations démunies.

Il est également urgent d'accélérer la normalisation de situations politiques encore précaires. Au *Guatemala* et au *Salvador*, le désarmement des factions armées, la réinsertion des combattants d'hier, les réformes politiques et sociales ne progressent que lentement, et parfois reculent. Une véritable culture de la paix ne s'est pas encore affirmée dans cette région, malgré les efforts soutenus de beaucoup de responsables, en particulier de l'Eglise catholique et de ses pasteurs. Le *Nicaragua* connaît, lui aussi, une conjoncture préoccupante, car les diverses composantes de la société n'arrivent pas toujours à convenir d'un projet de société reposant sur des valeurs partagées par tous.

De grands pays continuent à être la proie de maux endémiques tels que le clivage toujours plus marqué entre riches et pauvres, la corruption administrative, le terrorisme et le commerce de la drogue. Toutes ces nations, petites et grandes, ont besoin d'un sursaut de vigueur morale qui ne devrait pas être impossible, puisque leurs populations professent la foi chrétienne.

C'est dire que l'Eglise catholique se sait investie d'une responsabilité particulière, j'ai eu l'occasion de le souligner lors de mes visites apostoliques dans cette partie du monde. Les Evêques expriment d'ailleurs avec vigueur les principes essentiels de la doctrine sociale catholique. Il faut que le bien commun soit l'unique but des gouvernants comme des gouvernés, «le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes vraiment responsables de tous».

Nous ne pouvons pas nous éloigner de cette région du globe sans faire mention de deux pays particulièrement éprouvés: Cuba et Haïti.

La population de *Cuba* connaît des difficultés matérielles particulièrement graves, dues à des facteurs internes et externes. Il est important de ne pas laisser ce pays dans l'isolement; il faut aider les Cubains à retrouver confiance en eux-mêmes. Dans leur courageux message, « L'amour espère tout », les Evêques ont indiqué une priorité: « Revitaliser l'espérance des Cubains ». Nous devons tous les aider à se retrouver unanimes sur les chemins d'une société toujours plus solidaire et plus respectueuse des valeurs que chacun porte en soi. En tout cas, l'Eglise catholique qui est à Cuba a bien manifesté son désir d'apporter au pays sa contribution spirituelle et morale en favorisant l'éducation au pardon, à la réconciliation et au dialogue, qui sont les fondements sur lesquels se bâtit une société où chacun se sent chez soi.

Non loin de là, *Haïti* continue de vivre des épreuves sans fin. Dans leur récent message de Noël, les Evêques haïtiens ont bien décrit les « misères physiques et morales qui assaillent le peuple, rongent le corps social et entraînent la destruction dans le pays ». En Haïti aussi, la pleine réconciliation des esprits et le renoncement aux divisions qui se sont accentuées ces deux dernières années doivent devenir réalité. Et cela n'advient que par le dialogue de toutes les composantes de la société. Un dialogue honnête, respectueux, sans préjugés, avec un seul et

unique but: rechercher de manière désintéressée le vrai bien de la nation. Je ne puis qu'inviter la communauté internationale à contribuer autant que possible à l'iréalisation rapide d'un tel dessein. On ne saurait imposer aux Haïtiens des formules politiques toutes faites, sous peine de susciter de nouvelles divisions. Ce sont les Haïtiens eux-mêmes qui doivent bâtir leur devenir, selon les principes si opportunément rappelés par l'épiscopat dans le message déjà mentionné: la fin ne justifie pas les moyens; la force ne peut primer le droit; la vie politique est indissociable de la morale.

5. Prenons le temps de considérer la situation en *Afrique*, continent qui change et traverse une période charnière de son histoire. De nombreux peuples ont exprimé encore ces derniers mois leurs légitimes revendications pluralistes et démocratiques. C'est une réalité positive, dont on doit tenir compte. On ne peut retourner en arrière! Il est de bon augure que plusieurs nations aient entrepris, par des voies pacifiques, un vaste effort de renouvellement institutionnel.

Le processus de paix se consolide au *Mozambique*, lentement certes, mais avec la perspective d'élections en automne 1994. *L'Afrique du Sud* a courageusement surmonté les derniers obstacles inspirés par des réflexes raciaux, pour édifier une société pluriethnique où chacun devrait se sentir responsable du bonheur de l'autre. Dans l'Océan Indien tout proche, *Madagascar* a su effectuer pacifiquement la transition vers une société démocratique. Souhaitons que ces exemples soient contagieux, car trop de pays africains sont encore empêchés de s'engager sur le chemin du renouveau politique et social.

Le cas de l'*Angola* est dramatique. Les élections ont été suivies par la reprise des combats entre factions, et cela au mépris des choix de la population. De récentes nouvelles font état toutefois d'un retour au dialogue. Puissent les Angolais comprendre que personne ne sortira vainqueur de tels combats fratricides! En tout cas, le peuple ne peut qu'en souffrir, réduit à des conditions d'existence indignes de l'homme.

Le *Burundi* a récemment vu se rallumer des rivalités ethniques qui l'ont replongé dans les affres de la barbarie et de la misère, affaiblissant gravement ses structures institutionnelles les plus fondamentales. Après les tueries de l'automne dernier, le moment du pardon et de la réconciliation est venu. Dieu attend cela des Burundais. L'élection d'un nouveau Président de la République, advenue il y a deux jours, est de bon augure.

Non loin de là, un vaste pays aux ressources humaines et matérielles considérables est en train de se décomposer: le *Zaire*. Il traverse une crise politique qui pourrait bien dégénérer en une guerre civile incontrôlable. Je voudrais ici lancer un appel paternel mais ferme à tous ceux qui ont quelque responsabilité dans la prolongation et la dégradation de la situation: les choses doivent changer rapidement. Aucune cause ni aucune ambition ne peut justifier l'état de délabrement institutionnel et matériel dans lequel sont contraints de vivre près de trente millions de citoyens. Les intérêts des personnes et des groupes doivent s'effacer devant le bien commun et devant les

aspirations légitimes de l'ensemble de la communauté nationale. Sinon, le chaos prévaudra, l'isolement international sera plus rigoureux et finalement l'avenir du pays sera hypothéqué pour de longues années.

Au *Congo* voisin, et de même au *Togo*, nous devons regretter, là aussi, que les désirs exprimés par la population n'aient pas pu encore aboutir. Ce ne sont certes pas les tergiversations politiques ou le recours à la force qui pourront faire germer un ordre crédible et motiver la collaboration des populations à un projet de société.

Espérons aussi que le processus de démocratisation entrepris au *Gabon* ne sera pas définitivement confisqué et que ceux qui détiennent le pouvoir auront la clairvoyance de permettre à tous les Gabonais d'être eux-mêmes les artisans d'un avenir meilleur.

Souhaitons également que le *Nigeria* sache éviter les dérives autoritaires pour que ses populations puissent librement se retrouver autour de valeurs communes: cela rendrait enfin possible le développement des potentialités économiques de ce grand pays, dans l'ordre et la stabilité.

Puisse le *Libéria*, qui tente de sortir de la guerre qui l'a démantelé depuis 1989, être aidé par ses partenaires traditionnels dans ses premiers pas sur le chemin de la paix et de la reconstruction!

Si nous portons notre regard vers l'Est du continent, nous nous réjouissons de voir l'*Erythrée* s'affermir dans la stabilité et connaître une certaine croissance, même si elle reste encore modeste.

Malheureusement, deux foyers de guerre subsistent, semant mort et désolation: je pense évidemment aux combats qui dévastent encore la *Somalie* et le *Soudan*. Aux morts s'ajoutent les blessés et le drame des personnes déplacées, condamnées à la précarité matérielle et morale. Comment ne pas inviter toutes les parties à ces conflits, qui revêtent trop souvent des dimensions tribales, à entrer dans un dialogue sérieux? Je souhaite que les Organisations internationales compétentes s'emploient à faire appel aux personnes et aux groupes locaux les plus épris de paix et qu'elles soutiennent également les institutions qui sont en mesure de faire prévaloir sur place un courageux et nécessaire processus de retour à la fraternité. Car la paix et la sécurité ne peuvent venir que des Somaliens et des Soudanais eux-mêmes.

Je me dois de mentionner encore la grave crise qui secoue l'*Algérie*. L'engrenage de la violence armée et l'escalade terroriste semblent avoir placé ce pays dans une impasse politique. Il faut que les diverses instances du peuple algérien se rencontrent. Les amis de ce grand pays devraient l'aider à établir un dialogue loyal entre tous, afin de sortir du cercle vicieux du mépris, de la vengeance et des tueries. Que soit épargnée à la Méditerranée, lieu de civilisation par excellence, une nouvelle blessure!

Dans beaucoup de pays d'Afrique, nous nous trouvons face à des formes nouvelles d'intervention des peuples dans la construction de leur devenir. On admet souvent qu'il s'agit d'un mouvement irréversible. Mais il importe que l'alternative politique ne se traduise pas par une alternance ethnique: ce serait la preuve que rien ne change. J'ai la conviction que l'originalité des structures ethniques, culturelles et sociales de l'Afrique peut permettre à chaque nation d'inventer son propre Etat de droit et de démocratie. Ce qui est urgent, c'est de mettre un terme à l'Etat de non-droit qui se répand dans trop de pays africains. Il conviendrait de tenir compte de ce facteur dans l'établissement des programmes de coopération avec ces Etats. Car la coopération est toujours nécessaire: les Africains doivent pouvoir compter sur l'aide multiforme de leurs amis - spécialement de leurs partenaires européens - pour que leur développement matériel et technique aille de pair avec leur développement démocratique. Il est clair, en particulier, qu'ils ont besoin d'être soutenus face au fléau que constitue l'épidémie du sida et, par ailleurs, pour l'accueil et la subsistance des personnes déplacées et des réfugiés si nombreux sur ce continent.

C'est dans ce contexte tourmenté du continent que l'Eglise catholique va célébrer bientôt l'Assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique. Avec l'aide de Dieu, ce sera un grand moment de prière et de réflexion qui permettra aux catholiques de ces régions, pasteurs et fidèles, de se remettre en présence de Dieu pour recentrer leur vie personnelle et collective, de regarder aussi autour d'eux pour apprendre à voir en chaque Africain l'être humain qu'il est et non pas d'abord son appartenance ethnique. Il faut bâtir des ponts et non des murs entre les personnes, comme entre les nations et les différents groupes qui les composent.

6. Et nous voilà parvenus sur les rives du « vieux continent », tiraillé entre l'intégration et la fragmentation. D'une part, en effet, l'*Europe* possède un réseau d'institutions pluri-étatiques qui devraient lui permettre de porter à terme son noble projet communautaire. Mais, d'autre part, cette même Europe est comme débilitee par des tendances au particularisme qui vont s'accroissant et qui engendrent des réflexes inspirés par le racisme et le nationalisme les plus primitifs. Les conflits qui ensanglantent le Caucase et la Bosnie-Herzégovine en sont la manifestation.

Ces contradictions européennes semblent avoir laissé les responsables politiques démunis, sans possibilité de maîtriser ces tendances paradoxales de manière globale et par la négociation.

Il est certain que la guerre barbare et injustifiable qui, depuis près de deux ans, ensanglante la *Bosnie-Herzégovine*, après avoir dévasté la *Croatie*, a érodé considérablement le capital de confiance dont bénéficiait l'Europe. Les combats continuent. Les extrémismes les plus iniques s'affirment toujours. Les populations sont encore aux mains de tortionnaires sans morale. Des civils innocents sont systématiquement la cible de tireurs embusqués. Des mosquées et des églises sont détruites. On ne compte plus les villages vidés de leur population.

Ce matin, devant vous, Mesdames et Messieurs, je voudrais condamner une nouvelle fois, de la manière la plus catégorique, les crimes contre l'homme et l'humanité qui sont perpétrés sous nos

yeux. Je voudrais encore une fois en appeler à la conscience de chacun:

- à tous ceux qui ont une arme à la main, je demande de la déposer; ce qui est acquis ou éliminé par la force ne fait jamais honneur à un homme ou à la cause qu'il prétend promouvoir;
- aux organisations humanitaires, je dis mon admiration pour le travail qu'elles accomplissent, au prix de tant de sacrifices, et je leur demande de continuer sans se décourager;
- je supplie les responsables politiques européens de redoubler leurs efforts de persuasion auprès des factions en lutte pour que la raison finisse par prévaloir;
- aux peuples de l'Europe, je demande de ne point oublier, par lassitude ou par égoïsme, ces frères pris au piège de conflits qui leur ont été imposés par leurs chefs.

A tous, je voudrais faire partager une forte conviction qui m'habite: la guerre n'est pas une fatalité; *la Paix est possible!* Elle est possible parce que l'homme a une conscience et un cœur. Elle est possible parce que Dieu aime chacun de nous, tel qu'il est, pour le transformer et le faire grandir.

C'est ainsi que, après tant d'années, la paix en *Irlande du Nord* pourrait devenir une réalité. Que personne ne la repousse! Il dépend de la bonne volonté de chaque personne et de chaque groupe que l'espoir d'aujourd'hui soit autre chose qu'une illusion.

Il serait scandaleux, en effet, de voir l'Europe se résigner et accepter que le droit soit définitivement bafoué, que l'ordre international soit tourné en dérision par l'action de bandes armées, que des projets de société soient conçus en fonction de la suprématie d'une nationalité. Le fait que l'Organisation des Nations unies ait institué un tribunal pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés dans l'ancienne Fédération yougoslave est un signe que l'on est de plus en plus conscient de l'ignominie qui s'y consume. Certains demandent même la constitution d'un Tribunal international permanent chargé de juger les crimes contre l'humanité. Cela ne montre-t-il pas que, loin de progresser, la société internationale risque sérieusement de régresser?

7. Si nous réfléchissons à ce qui est à la base des comportements collectifs que nous venons d'évoquer en Afrique ou en Europe, nous décèlerons sans peine la présence de *nationalismes exacerbés*. Et il ne s'agit pas là d'amour légitime de la patrie ou d'estime pour son identité, mais d'un rejet de l'autre dans sa différence pour mieux s'imposer à lui. Tous les moyens sont bons: l'exaltation de la race qui va jusqu'à identifier nation et ethnie; la surestimation de l'Etat qui pense et décide pour tous; l'imposition d'un modèle économique uniforme; le nivellement des spécificités culturelles. Nous nous trouvons face à un nouveau paganisme: la divinisation de la nation. L'histoire a démontré que, du nationalisme, on passe bien vite au totalitarisme et que, lorsque les Etats ne sont plus égaux, les personnes finissent, elles aussi, par ne plus l'être. Ainsi la solidarité



naturelle entre peuples est-elle anéantie, le sens des proportions, perverti, le principe de l'unité du genre humain, méprisé.

L'Eglise catholique ne saurait accepter une telle vision des choses. Universelle par nature, elle se sait au service de tous et ne s'identifie jamais à une communauté nationale particulière. Elle accueille en son sein toutes les nations, toutes les races, toutes les cultures. Elle se souvient - bien plus, elle se sait dépositaire - du projet de Dieu sur l'humanité: rassembler tous les hommes en une même famille. Et cela parce qu'il est Créateur et Père de tous. Voilà pourquoi, chaque fois que le christianisme - qu'il soit de tradition occidentale ou orientale - devient l'instrument d'un nationalisme, il est comme blessé en son cœur même et rendu stérile.

Mon prédécesseur le Pape [Pie XI](#) avait déjà stigmatisé ces graves déviations en 1937 dans son Encyclique « *Mit Brennender Sorge* », quand il affirmait: « Quiconque prend la race, ou le peuple, ou l'Etat, ou la forme de l'Etat, ou les dépositaires du pouvoir ou toute autre valeur fondamentale de la communauté humaine . . . et les divinise par un culte idolâtrique, celui-là renverse et fausse l'ordre des choses créé et ordonné par Dieu ».

L'Europe est composée désormais en majorité d'Etats de petite ou de moyenne taille. Mais tous ont leur patrimoine de valeurs, la même dignité et les mêmes droits. Aucune autorité ne peut limiter leurs droits fondamentaux, à moins qu'ils ne mettent en péril ceux des autres nations. Si la Communauté internationale ne parvient pas à s'entendre sur les moyens de traiter à la source ce problème des revendications nationalistes, on peut prévoir que des continents entiers seront comme gangrenés et l'on retournera progressivement à des rapports de puissance dont les premiers à souffrir seront les personnes. Car les droits des peuples vont de pair avec les droits de l'homme.

8. Je voudrais évoquer à ce propos, devant les diplomates qualifiés que vous êtes, *la grande responsabilité qui incombe à ceux qui administrent la chose publique*. Ils sont tout d'abord les serviteurs de leurs frères, et, dans un monde incertain comme le nôtre, ces derniers les considèrent comme des références. Dans ma dernière Encyclique, je rappelais que « la transparence dans l'administration publique, l'impartialité dans le service public, le respect des droits des adversaires politiques, la sauvegarde des droits des accusés face à des procès ou à des condamnations sommaires, l'usage juste et honnête des fonds publics, le refus de moyens équivoques ou illicites pour conquérir, conserver ou accroître à tout prix son pouvoir, sont des principes qui ont leur première racine . . . dans la valeur transcendante de la personne et dans les exigences morales objectives de fonctionnement des Etats ».

Dans trop de sociétés, y compris en Europe, les responsables semblent avoir abdicqué devant les exigences d'une éthique politique qui tienne compte de la transcendance de l'homme et de la relativité des systèmes d'organisation de la société. Il est temps qu'ils se retrouvent unanimes pour se conformer à certaines exigences morales qui concernent aussi bien les pouvoirs publics

que les citoyens. A ce sujet, j'écrivais dans la même Encyclique: « Devant les formes graves d'injustice sociale et économique ou de corruption politique dont sont victimes des peuples et des nations entiers, s'élève la réaction indignée de très nombreuses personnes bafouées et humiliées dans leurs droits humains fondamentaux et se répand toujours plus vivement la conviction de la nécessité d'un renouveau radical personnel et social propre à assurer la justice, la solidarité, l'honnêteté et la transparence ».

Dans cette œuvre difficile mais combien nécessaire de relèvement moral, les catholiques, avec les autres croyants, sont appelés à assumer leur responsabilité de témoins. La présence des catholiques dans la gestion des sociétés fait partie de la doctrine sociale de l'Eglise, et les autorités civiles comme les citoyens doivent pouvoir compter sur eux. Il s'agit là d'une forme d'annonce de l'Evangile et des valeurs qu'il contient, utile, voire nécessaire pour la construction d'une société plus humaine. Je suis persuadé que, comme ils ont su le faire hier dans tant de pays de la vieille Europe, les chrétiens sauront encore s'engager politiquement et socialement pour dire, et plus encore pour montrer, par leur générosité et leur désintéressement, que nous ne sommes pas les créateurs du monde. Nous le recevons au contraire de Dieu qui le crée et nous crée. Nous ne sommes donc que des intendants qui, dans le respect du dessein de Dieu, ont à mettre en valeur des biens afin de les partager. Je voudrais vous citer ici ces paroles fortes de saint Paul: « Vous, frères, c'est à la liberté que vous avez été appelés . . . Par l'amour, mettez-vous au service les uns des autres . . . Mais, si vous vous mordez et vous dévorez les uns les autres, prenez garde: vous allez vous détruire les uns les autres ».

9. Après avoir connu pendant trop d'années une division qui lui était imposée par des idéologies réductrices, le monde ne saurait connaître maintenant le temps des exclusions! C'est au contraire le temps de la rencontre et de la solidarité entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud. En jetant un regard sur ce monde aujourd'hui, comme nous venons de le faire, nous ne pouvons que constater avec amertume que trop d'hommes sont encore victimes de leurs frères. Mais nous ne pouvons pas nous y résoudre.

Entrés dans l'année que l'Organisation des Nations unies consacre à la Famille, faisons en sorte que l'humanité ressemble de plus en plus à une vraie famille où chacun se sait écouté, apprécié et aimé, où chacun est prêt à se sacrifier pour que l'autre grandisse, où aucun n'hésite à aider le plus faible. Sachons écouter l'interpellation de l'Apôtre Jean: « Si quelqu'un, jouissant des biens de ce monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme ses entrailles, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui? ».

En ce temps de Noël, la tendresse inouïe de Dieu est offerte à tout homme; l'Enfant de la crèche la manifeste si bien! Chacun de nous est invité à l'*audace de la fraternité*. C'est là mon vœu le plus cher, pour chacun de vous, pour chacun de vos compatriotes, pour toutes les nations de la terre.

\*AAS 86 (1994), p.805-812.

*Insegnamenti di Giovanni Paolo II*, vol. XVII, 1 pp. 112-125.

*L'Osservatore Romano* 16.1.1994 pp.4,5.

*L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française* n. 3 pp. 2-3, 5.

*La Documentation Catholique* n.2088 pp.153-158.

© Copyright 1994 - Libreria Editrice Vaticana

---

Copyright © Dicastero per la Comunicazione - Libreria Editrice Vaticana